Introduction

Le territoire au pluriel : pratique, objet, concept d'une démarche communicationnelle et collective

Julia Bonaccorsi et Sarah Cordonnier
Université Lumière – Lyon 2, ELICO (EA 4147)

En janvier 2018, la Métropole de Lyon illustre ses vœux de nouvelle année avec une photographie aérienne de la ville réalisée par l'astronaute Thomas Pesquet depuis la station spatiale ISS, en décembre 2016. Exposée dans l'espace public, cette « quasi-carte » (pour reprendre une proposition défendue ici même par Pascal Robert) d'un territoire ainsi formé de traces lumineuses crée un vertige des échelles entre la vue démiurgique de l'espace, par le regard d'un homme et non d'un satellite, et l'espace physique d'un territoire politique et administratif, la Métropole (Lambert, 2001). Le citadin, face à l'affiche dressée dans la rue, forme son rapport à l'espace et à son identité, à la croisée de contingences et de stratégies plurielles et polyphoniques – celle de la communication de l'European Space Agency, celle du marketing territorial, celle de la *situation*. Il est à la fois regardeur et regardé. Le sens du territoire métropolitain ainsi trivialisé s'augmente de cette *médiatisation* fugace d'un « territoire d'éternité » (*Ibid* : 17). Le territoire est un objet de discours, visuel et verbal, il est une médiation qui agit sur et par les dynamiques de socialisation, il est toujours un *construit* et un *produit* symbolique en même temps qu'il relie les hommes et les femmes à leur espace de vie.

Cette illustration introductive dévoile quelques clefs de lecture de notre ouvrage et de nos partis pris. Nous souhaitons soumettre ici à l'examen les *usages* de la notion de « territoire » dans la compréhension du rapport de l'espace avec les processus sociaux. Bien vaste programme, non seulement panoramique mais également épistémologique, qui a déjà été pris en charge ailleurs et que nous ne saurions épuiser. Notre apport à ce programme réside d'abord dans le regard disciplinaire spécifique que nous déployons sur cet objet, celui des sciences de l'information et de la communication. Il réside aussi dans la préoccupation à la fois scientifique et politique qui a animé notre réflexion : devant les enjeux politiques et citoyens cruciaux dont sont lestées les recherches sur « le territoire », comment prêter attention aux phénomènes hétérogènes qui y sont

liés, sans pour autant contribuer à leur neutralisation (sous couvert de la neutralité d'un dispositif méthodologique) ou au renforcement de rapports de domination (sous couvert de l'impartialité de nos observations) ?

1 Le territoire, travaux de synthèse et communs théoriques

Plusieurs travaux de synthèse ont développé ces quelques éléments d'éclairage des modalités des relations définies par les savoirs scientifiques entre les observables travaillés et la catégorie du « territoire ». Ainsi, en 2000 et 2001, Dominique Pagès et Nicolas Pélissier dirigent les deux tomes de *Territoires sous influence* ; en 2013, paraît l'ouvrage *Médias et territoires : l'espace public entre communication et imaginaire territorial,* sous la direction de Jacques Noyer, Bruno Raoul et Isabelle Pailliart.

Ces différents travaux constituent des exemples de communs théoriques formés au sein des SIC, non uniformes, mais qui démontrent un projet disciplinaire.

> L'originalité de ces approches déployées par les sciences de l'information et de la communication est de saisir la production symbolique – sémiotique et sociale – des territoires au travers de processus spécifiquement communicationnels – distincts des regards des géographes ou des sociologues. Le matériau analysé est ainsi constitué par les pratiques des usagers de ces espaces, les inscriptions sémiotiques, les relations tissées dans des espaces « urbains » ou « de l'urbain » ; et le renouvellement des recherches est ici lié à ce qui permet de « voir » ce que l'on ne voyait pas (ouverture du champ et spécialisation ou particularisation). [Garcin-Marrou, 2018.]

Une prospection parmi les sommaires des revues de la discipline, les bases de données d'articles et bibliothèques numériques (Cairn, Persée) ainsi que les différents programmes des Congrès de la SFSIC, met en évidence la prégnance du paradigme territorial dans les publications scientifiques en SIC depuis les années 1970 [1]. Les savoirs cumulés sur la communication prennent en compte l'espace comme une variable anthropologique complexe, à la fois physique, psychologique, symbolique et politique, structurée par et structurante des relations humaines, matérialisée dans du langage et des techniques. Ainsi, Abraham Moles investiguera « l'espace, matière d'actions » (1973, avec Élisabeth Rohmer), tout en défrichant la problématique des territoires de l'information, ce qu'il désignera par la formule d'« écologie communicationnelle ».

Pour entrer plus avant dans la richesse et de la densité de la préoccupation des SIC pour le territoire, nous nous pencherons sur les publications de deux revues depuis leurs origines à partir des bases Persée et Cairn, *Quaderni* et *Communication & langages.*

Quaderni a publié plusieurs dossiers consacrés au « territoire » depuis les années 1990 dont nous listons ici les titres : dès 1988, dans un dossier « Télé-ville », Isabelle Pailliart et Brigitte Guyot questionnent : « Les médias construisent-ils un nouveau

1. Cet aperçu est évidemment partiel et indicatif : il ne considère d'une part que le cas français des études des processus d'information et de la communication, et d'autre part, est circonscrit au champ disciplinaire institutionnalisé (section CNU).

territoire ? ». Dans ce même dossier, on peut lire autant de réflexions fertiles pour analyser aujourd'hui l'informatisation urbaine et la « ville intelligente ». Au printemps 1991, pour le dossier « Territoire et communication » Lucien Sfez questionne de manière provocatrice la « prolifération d'analyses sur ce "territoire", mot d'aujourd'hui pour dire "local" » (Sfez, 1991 : 5). En 1992, ce sont les « Les espaces publics » ; en 1996, la « fragmentation » est à l'ordre du jour ainsi que l'usage du pluriel : « Territoires éclatés, le rôle des technologies de la communication » ; en 1997, le dossier « L'incertitude des territoires » aborde le problème des usages de la notion par les acteurs publics, en même temps que le flou sémantique du terme, posant frontalement l'enjeu critique pour les SIC. Le dossier « Cyberesp@ce & territoires » de 2008 précède un dossier consacré en 2010 à « La métropole parisienne entre récits, paroles et échanges », qui reformule la problématique du territoire en celle de la « métropolisation » au prisme d'une approche ethno-discursive.

La revue *Communication & langages* publie quant à elle moins de dossiers thématiques faisant directement référence dans leur intitulé à la notion de territoire (aucun avant 2010) : on peut repérer à partir de cette date les dossiers « Circulation médiatique des savoirs et développement socioéconomique des territoires en Afrique » ; en 2013, « Territoires et créativité ». Certaines autres thématiques traitées en sont proches, comme « L'Europe sur les réseaux sociaux » et « Visualisations urbaines et partages des représentations » en 2014 ; en 2012 « Médiations des lieux de médiation ». Pourtant, depuis le début des années 1960, les occurrences du « territoire » apparaissent fréquentes, à propos de divers objets de recherche mais aussi, fait notable, dans les textes écrits par des professionnels de la communication et de la publicité : sur les écrits exposés et la publicité, la rue, l'ancrage situé du tourisme, la médiation du patrimoine, les médiations spatialisées de l'information comme la cartographie, et ce dans de très nombreux articles (plus de 300, notamment en Varia).

Le survol rapide de ces deux revues dans un temps long révèle des positionnements contrastés : pour *Quaderni*, c'est la sociologie politique et l'enjeu de l'espace public qui nourrissent la problématisation du territoire et l'analyse critique des idéologies de la gouvernance des individus et des espaces ; pour *Communication & langages*, c'est la sémiologie qui mène, avec bien des nuances, un questionnement sur la sémiosis sociale et les représentations symboliques.

Mais nous pouvons aussi prendre acte de leurs convergences, qu'une étude plus extensive des travaux produits par les SIC viendrait corroborer. Nous pouvons d'ores et déjà faire ressortir trois *relations synecdochiques* que les chercheur·es définissent entre leurs observables et la catégorie du « territoire » dans l'enquête communicationnelle.

Le premier mouvement, que nous nommons *« synthèse de la dissémination »,* renvoie aux travaux qui réunissent des matériaux de recherche en des corpus hétérogènes, dans le temps long, par exemple pour faire l'examen de narrativités (c'est le cas des explorations et analyses des récits médiatiques) ou pour décrire la dimension composite et polyphonique des projets urbains.

Le deuxième mouvement, de « *dissémination de la synthèse* », renvoie à un exercice interprétatif portant sur des formats et des pratiques circonscrits comme les guides de

voyage, les événements culturels, les balades urbaines, la lecture de rue, la maquette numérique 3D, dont la densité symbolique est alors « dépliée » par le/la chercheur·e.

Le troisième mouvement, de « *visibilisation et d'explicitation des utopiques* », porte plus précisément sur la description et l'analyse des modes d'arraisonnement et les prétentions d'intelligibilité du social : l'analyse des processus de rationalisation statistique, la compréhension des effets socio-politiques de la logistique du numérique, mais aussi les formules discursives de la « société de l'information » ou encore de la « ville créative ».

À ces convergences autour des relations entre observables et « territoire », répondent des convergences qui concernent les *angles critiques* par lesquels le « territoire » est constitué en objet de recherche communicationnel : le premier angle interroge les *échelles de la communication* en deçà et au-delà du national (du local aux processus de globalisation / mondialisation / internationalisation) par les dispositifs socio-sémio-techniques qui les informent ; le deuxième porte sur le territoire en tant que *catégorie de pensée et d'action politique et idéologique* (« dans nos territoires », « déterritorialisation ») ; le troisième aborde le territoire en tant que *variable de la circulation* des signes et des discours, mais aussi comme « tiers-symbolisant » (Raoul, 2017). On ne peut que souligner à quel point les SIC travaillent et produisent des connaissances sur l'*espace* en tant que médiation matérielle et symbolique. Ce dernier point est joliment illustré par la philosophe Anne Cauquelin, qui pointe, dans le numéro de *Quaderni* consacré aux « Territoires éclatés, le rôle des technologies de la communication », la nécessité d'une critique sur les usages d'une sémantique de l'espace à propos d'autres objets, non spatiaux :

> Ce seront les « autoroutes de l'information », les « sites » sur Internet, les « cartes paysagères » pour un territoire redéfini comme non-territoire… Tous ces termes accomplissent l'exercice périlleux (et quasi désespéré) de situer l'insituable, en utilisant des oxymorons, c'est-à-dire en réunissant dans une expression (presqu'un mot-valise) deux sphères de sens opposées. Ainsi, les autoroutes appartiennent-elles au lexique urbain, que dénie l'information qui appartient, elle, à l'« hyper-espace » ; le « site » est ce lieu construit, limité, marqué, que dénie l'espace Internet, le paysage, quant à lui, est cette objectivation de la nature, cette mise en forme d'un espace indifférencié que vient contredire l'usage et la définition de la carte paysagère, ou relevé mouvant des activités de télécommunications. [Cauquelin, 1996 : 124.]

À rebours de la mise en œuvre d'un « protocole d'enquête » qui toujours échoue à saisir de manière satisfaisante la complexité des objets, nous souhaitons, dans cet ouvrage, *tenir ensemble* ces trois relations synecdochiques et ces trois angles critiques, qui n'ont pas vocation à trouver de réponse mais à maintenir l'inquiétude du chercheur face à son objet contre des routines toujours prêtes à s'installer, et à assumer collectivement l'incomplétude de toute recherche. La réflexion collective constitue en effet la matière première de l'ouvrage, formant sa singularité et son économie éditoriale.

2 Mettre nos résultats en partage : vers un espace d'expression de l'incertitude

Ainsi, ce livre est le fruit d'un travail de recherche collectif original mené au sein de l'unité de recherche ELICO. Les thématiques du territoire et de l'urbain y préoccupent plusieurs chercheurs, que ce soit de manière centrale ou plus périphérique, parfois également dans des projets pluridisciplinaires qui ne permettent pas toujours d'avancer théoriquement sur des notions partagées. À partir de la rentrée 2015, fortes de ce constat, nous avons ouvert un séminaire interne intitulé « Mimesis et semiosis du territoire », où nous avons, à partir de nos recherches, animé une discussion en SIC autour de la question suivante : quelles seraient les spécificités théoriques de l'approche du territoire, nos points communs et divergences, au sein d'ELICO et en regard d'autres équipes de recherche en France et ailleurs ? [2]

Les participant·es appréhendent le territoire selon des perspectives très contrastées, qui couvrent un large spectre des SIC et sollicitent d'autres disciplines associées : analyse de discours, sémiotique, socio-politique, pragmatique, anthropologie, urbanisme, architecture…

Si le déroulement du séminaire a été défini collectivement au fil des séances, une organisation « disciplinée » était donc nécessaire pour éviter la superposition de proposition étanches les unes aux autres, l'hétéroclite ou la synthèse stérile. Sans détailler l'ensemble du processus, nous reviendrons sur les premières séances, particulièrement significatives des délicates opérations de partage, de synthèse, effectuées sans préjugé. La règle du jeu, simple et plastique, jalonnait les séquences de travail de petites contraintes formelles visant à induire des postures réflexives partageables.

Lors de la première séance, chaque participant·e disposait de dix minutes pour présenter sa définition et son approche du territoire en rendant compte d'une recherche, ainsi que des références structurantes pour lui/elle, dans la perspective de créer une bibliographie commune : nous avons ainsi pu constater la grande pluralité de nos approches et la labilité de l'objet « territoire ». De ce fait, la seconde séance a été consacrée à la discussion de deux textes (Pries, 2013 et Jacob, 2014) dont la perspective large devait permettre d'identifier les points communs et d'expliciter les désaccords au sein du groupe. La dynamique de l'échange, cependant, s'est écartée de cet objectif : nos approches contrastaient tant dans les formes de problématisation que dans leur degré de théorisation et d'empirie, tant sur l'objet que sur l'entrée méthodologique mobilisée pour le saisir. Or, cette diversité ne peut ni ne doit être réduite. Elle est nécessaire à la fertilité du dialogue dans le collectif, elle l'est également dans les micro-déplacements affectant nos recherches individuelles. Pourtant, sans partager les mêmes références théoriques et conceptuelles, nous avons progressivement pu expliciter ce que nous avions malgré tout en partage : nous sommes tous préoccupés par des *processus* que l'on peut désigner comme opérativité(s) symbolique(s) (Davallon, 2007) ou comme trivialité (Jeanneret 2014) – processus dont l'observation suppose d'une part de varier les échelles et les espaces, de l'ici et de l'ailleurs (géographique, numérique, média-

2. Ont participé à ce séminaire coordonné par Julia Bonaccorsi et Sarah Cordonnier : Thomas Bihay, Valérie Colomb, Simon Gadras, Isabelle Garcin-Marrou, Marie Hamid, Oriane Piquer-Louis, Jean-Michel Rampon, Pascal Robert, Julien Thiburce, Agnieszka Tona, Mathias Valex, Alain Van Cuyck.

tique), et d'autre part de prêter attention aux modèles et aux théories du territoire activés *en situation* par les chercheurs et par d'autres acteurs (habitants, visiteurs, experts, élus, journalistes...).

Le dispositif de nos échanges mérite que l'on s'y attarde, tant il relève d'un état des pratiques scientifiques qui semble avoir disparu de l'horizon académique : il n'est pas financé et ne s'inscrit dans aucun projet de recherche rémunéré, mais repose sur la seule envie qu'éprouvent les participants d'échanger librement autour de leur travail. La confiance et le confort de ces conditions de travail permettent alors à un autre inconfort, scientifique celui-là, de surgir et d'être mis au service de la réflexion collective.

C'est ce cadre qui nous a permis de ne pas tenter de circonscrire un objet en repliant sa densité sémantique, mais plutôt d'assumer pleinement ses enchevêtrements. Prendre acte du « territoire », c'est rencontrer les rationalités les plus différentes qui puissent exister (techniques, politiques, médiatiques, pratiques...) ; c'est articuler, dissocier ou confronter des échelles – du local au global –, et des temporalités – de l'immédiat de la situation au temps long de l'histoire en passant par le temps du projet ou encore celui de la transformation ; c'est envisager dans leurs incidences réciproques les représentations, leur matérialité et leur efficace sociale et symbolique.

C'est finalement par l'intérêt accordé aux circulations dans leur complexité que l'on peut « cartographier » nos préoccupations, sous deux mises en tension complémentaires.

2.1 Entre qui et comment circulent des modèles théoriques, épistémologiques et représentationnels sur le territoire ?

Trois grandes catégories d'acteurs du territoire peuvent être distinguées, sur un axe allant des « instances abstraites » et leurs représentants (institutions, politique, experts, scientifiques) aux « acteurs individuels », des personnes saisies dans leur quotidien (ce qui peut *aussi* inclure les chercheurs que nous sommes), en passant par des entités ou des collectifs *médiateurs*, *producteurs de discours* (les médias, les dispositifs numériques, les dispositifs d'archivage, de concertation etc.) : cette partition permet de réfléchir aux passages, aux articulations et aux incidences réciproques entre entités du « lieu » et praticiens de l'« espace » (ou entre stratégies et tactiques) pour reprendre la terminologie de Certeau.

2.2 Comment les discours (profanes, experts, scientifiques) configurent les territoires et comment en retour les territoires configurent les représentations ?

Il s'agit là de rendre tangible la pluralité des modalités d'« attache » du territoire au « discours », entendu comme ce qui est inscrit (congruent, lisse, institutionnel), mais aussi ce qui est en cours d'inscription ou de stabilisation (arènes médiatiques comme espace conflictuel par exemple), et enfin ce qui ne laisse pas de trace (pratiques d'usagers, polyphonie, disparité). Nos pratiques de recherche, dans les problématisations comme dans les méthodes mobilisées, explorent tour à tour ce qui s'actualise du territoire dans le discours et ce qui du discours s'actualise dans le territoire. Ce

« moment sémiotique » suppose que nous interprétions et formulions le passage depuis les observables, des objets matériels, des systèmes et des dispositifs, des mots et des images, vers une reformulation interprétative de leur opérativité symbolique, sociale. Le territoire constitue, par ces passages que nous opérons dans la dynamique des espaces et des discours, une clef interprétative fondamentale.

3 Poétiques, politiques et savoirs des territoires. Enquête communicationnelle

Chacun.e a proposé, pour notre ouvrage, une contribution qui lui est propre : nous conservons nos préoccupations, nos objets et nos méthodes, qui fondent notre compétence et notre intérêt pour « le territoire ». Mais dans le séminaire, confrontées aux regards des autres participant·es, interrogées d'un point de vue indissociablement méthodologique et éthique, les opérations d'interprétation que nous mettons en œuvre sont entrées en résonnance et se sont densifiées. En ayant ouvert les perspectives tant sur l'objet « territoire » que sur la posture de recherche permettant de s'y confronter, le groupe de travail est alors à même d'assumer collectivement une position sur les spécificités, la complexité et les incertitudes de la recherche sur « le territoire ».

Cette position collective nourrit la structure de l'ouvrage, qui met en avant trois formes de préoccupation. D'abord, la préoccupation pour l'opérativité de l'enquête elle-même qui, en faisant irruption sur le territoire, affecte aussi bien le chercheur que l'objet d'étude (partie 1, « Les enquêtes, une poétique du territoire »). Ensuite, l'attention portée aux circonscriptions politiques des territoires urbains, dans la diversité de leurs manifestations et de leurs formes de médiation (partie 2, « L'objet territorial, entre politiques de site et altérités communicationnelles »). Et enfin, l'observation vigilante de la manière dont le territoire est arraisonné par des savoirs pluriels, experts et profanes (partie 3, « Le territoire saisi par les savoirs »). Ces préoccupations, présentées plus en détail dans l'introduction des trois parties de l'ouvrage, sont saillantes dans les chapitres rattachés à chacune des parties, mais sont aussi transversales à l'ensemble des contributions.

Le lecteur ou la lectrice l'aura compris : notre ambition est de trouver un chemin médian entre la simple compilation de propositions individuelles et la confection d'un discours lisse, homogène, à prétention globalisante. C'est dans cette perspective que nous proposons pour finir un autre outil de navigation dans l'ouvrage, avec les index dont nous l'avons appareillé : un *index nominum* permettant d'appréhender à la fois les singularités de chaque posture théorique et les références qui nous rassemblent ; un *index rerum* qui, organisé en grandes thématiques (enquêtes, territorialité, spatialité, temporalité, médiation, politique, matérialités, pratiques, « êtres »), vise à faire émerger des points de cohérence et des proximités entre les différents textes de l'ouvrage.

Au terme de cette introduction visant à donner aux lecteurs et aux lectrices quelques boussoles, balises et sextants pour naviguer dans l'ouvrage, et quelques « vues du ciel » de son contenu, nous nous réjouissons d'ouvrir maintenant au dialogue nos propositions et nos hypothèses sur la compréhension des territoires par l'approche communicationnelle.

Bibliographie

CAUQUELIN, Anne (1996), « Vulgate urbaine, lieux et réseaux », *Quaderni* n° 30, p. 117-125.

DAVALLON, Jean (2007), « Louis Marin, limites de la sémiotique et opérativité symbolique », *Hermès*, n° 48, p. 130-131.

GARCIN-MARROU, Isabelle (2018), « Espace public et production de l'information », *Études de communication* n° 50.

JACOB, Christian (2014), « Spatial turn » in *Qu'est-ce qu'un lieu de savoir ?*, OpenEdition Press, Marseille.

JEANNERET, Yves (2014), *Critique de la trivialité. Les médiations de la communication, enjeu de pouvoir*, Éditions Non Standard, Paris.

LAMBERT, Frédéric (2001), « *La Terre vue du ciel :* la sacralisation du paysage », *Communication & langages*, n° 127, p. 14-20.

PAGÈS, Dominique, PÉLISSIER, Nicolas (2000) (dir.), *Territoires sous influence 1*, Paris, L'Harmattan.

NOYER, Jacques, PAILLIART, Isabelle, RAOUL, Bruno (dir.) (2013), *Médias et Territoires. L'espace public entre communication et imaginaire territorial*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

PRIES, Ludger (2013), « Les espaces enchevêtrés du "tournant global" » in Caillé A. & Dufoix S. (dir.), *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte, p. 101-114.

RAOUL, Bruno (2017), « Le territoire comme objet communicationnel : entre "tiers symbolisant" et "discours social". Une mise en perspective médiatique », *Communication & langages*, n° 193, p. 117-143.

SFEZ, Lucien (1991), « Préface : questions non réglées », *Quaderni*, n° 13-14, p. 5-6.